

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 25

11 octobre 2001

LE PROGRAMME EURO-MEDITERRANEEN D'ACTION JEUNESSE

“C’est au moyen des échanges de jeunes qu’il faudrait préparer les générations futures à une coopération plus étroite entre les partenaires euro-méditerranéens.” Tels sont les termes de la déclaration de Barcelone signée en 1995. Trois ans plus tard un Programme euro-méditerranéen d’action jeunesse – EUROMED JEUNESSE en abrégé – a été adopté dans le cadre de MEDA par la Commission européenne et par le Comité euro-méditerranéen pour le processus de Barcelone, au titre du volet social, culturel et humain de ce processus, encore appelé “troisième volet”. Un rapport d’évaluation à mi-parcours a été présenté fin septembre à la Commission; il dresse un bilan positif d’EUROMED JEUNESSE tout en suggérant des améliorations. Le 26 septembre 2001 le Comité MED a donné son feu vert à une deuxième phase du programme qui couvrira la période 2002-2004 avec une aide totale de 14 millions d’euros dont 10 millions de MEDA et 4 millions du programme JEUNESSE; la première phase disposait de 9,7 millions d’euros.

EUROMED JEUNESSE a pour objectifs de promouvoir la compréhension mutuelle entre jeunes de cultures différentes et de stimuler la démocratisation de la société civile chez les Partenaires méditerranéens, de faciliter l’intégration des jeunes dans la vie sociale et professionnelle, et de défendre les valeurs de solidarité, de respect et de tolérance. Les activités menées dans le cadre du programme comprennent des échanges de jeunes des deux rives de la Méditerranée et des stages de service volontaire de jeunes de l’UE chez un Partenaire méditerranéen ou vice versa. Les autres actions d’EUROMED JEUNESSE consistent en des activités de formation, de mise en partenariat et d’aide à la coopération.

A la Commission européenne, Fabrice Vareille est responsable des aspects opérationnels et de gestion du Programme euro-méditerranéen d’action jeunesse au sein de la Direction-Générale "Education et culture" et Bela Matias suit les activités et les projets du Programme au sein de la Direction-Générale "EuropeAid Office de Coopération". Le Dossier Spécial Euromed leur a demandé à tous deux d’établir un bref bilan de la première phase et d’esquisser les perspectives de la deuxième.

Dossier Spécial Euromed: Aux yeux de la Commission européenne, quelles sont les principales réussites de la première phase?

Fabrice Vareille: Pour moi, la réussite de la première phase, c’est avant tout la mise en place d’un cadre de coopération qui joue sur la proximité et permet d’asseoir le programme sur de bonnes bases. Nous essayons de travailler aussi près que possible des associations de bénéficiaires. Nous avons donc installé un réseau de coordinateurs nationaux qui sont les relais privilégiés de la Commission. Cela n’a pas été facile: il a fallu former ces personnes et leur expliquer les concepts du programme JEUNESSE, qui existent dans les pays membres de l’UE mais n’ont pas

forcément une résonance immédiate chez les Partenaires méditerranéens: l’apprentissage interculturel, l’éducation par les pairs, l’éducation non formelle. Les coordinateurs interagissent entre eux, avec la Commission et avec le réseau des agences nationales de l’UE pour permettre au programme de pénétrer dans chacun des pays, de toucher les ONG, pour que des projets d’une qualité satisfaisante nous parviennent et soient mis en oeuvre sur place. C’est là-dessus que nous allons bâtir pour améliorer le programme et le diversifier.

Bela Matias: Chez certains des Partenaires, il n’existe pratiquement aucune tradition d’organisations de jeunesse. Notre programme est en train de la construire. La première phase était une phase pilote.

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 25

11 octobre 2001

Maintenant, il s'agit d'aller plus loin avec les organisations de la société civile.

Les coordinateurs nationaux des Partenaires ont été nommés partout sauf au Maroc. Quelles sont les perspectives en ce qui concerne le Maroc et plus généralement le réseau des coordinateurs? Dans la deuxième phase la mise en réseau figure parmi les activités du programme: comment cela va-t-il s'organiser ?

FV: Le réseau est en place. Pour le Maroc, nous sommes en contact avec les autorités; quelqu'un a été proposé. Maintenant il s'agit de se mettre d'accord sur les conditions de travail de ce coordinateur; ce devrait être réglé avant la fin de l'année. Nous avons également une situation un peu en pointillé au Liban, avec la création d'un Ministère de la Jeunesse et des Sports; notre coordinateur a été rapatrié au Ministère de l'Education; donc il faut nommer un nouveau coordinateur. Partout ailleurs, nous commençons à renouveler les contrats avec les coordinateurs en essayant de leur donner plus de stabilité, des perspectives à plus long terme et plus de responsabilités. Nous renforçons ainsi leur rôle, notamment en les dotant de ressources qui leur permettront de mener à bien sur place des activités de coopération et de formation à dimension locale, nationale et transnationale, en y invitant des partenaires européens ou méditerranéens. A présent, nous essayons de faire en sorte qu'ils communiquent mieux entre eux et mènent des activités conjointes, par exemple une formation qui pourrait concerner deux ou trois Partenaires et qui se déroulerait chez l'un d'eux. Nous sommes surtout en train de renforcer l'interaction de ce réseau de coordinateurs avec celui des 17 agences nationales (de l'UE), dans chacune desquelles une personne de contact Euromed va être nommée. En outre, chaque coordinateur méditerranéen sera parrainé par deux agences nationales qui lui donneront des conseils et des orientations en transférant de l'expérience, en lui ouvrant certaines activités et en l'accueillant pour du "job shadowing".

BM: Il est très important que le coordinateur national ait lui-même un effet multiplicateur par le biais d'actions de formation vers les Partenaires, de façon à créer un vrai réseau au niveau des ONG - et pas seulement des acteurs principaux.

FV: C'est intéressant par exemple pour un coordinateur national en Egypte ou en Turquie de savoir comment les agences nationales en Allemagne ou en France font pour disséminer l'information. Il faut transférer et adapter toute une expérience. Pour faciliter cette adaptation, nous mettons en place une cellule d'appui qui va surtout se concentrer sur la problématique de la formation et de la coopération; elle sera composée de quatre à cinq formateurs et experts et sera coordonnée par une agence nationale en France, dans le cadre de "Support for Advanced Learning and Training Opportunities" (SALTO) France. Nous avons quatre "SALTO" en Europe, chacun avec une thématique différente, et un des SALTO va avoir comme thématique la coopération euro-méditerranéenne.

L'amélioration de la compréhension entre les peuples et les cultures figure parmi les objectifs d'EUROMED JEUNESSE. Quelles leçons peut-on tirer à ce stade alors que certains craignent un choc des civilisations et des religions à la suite des attaques terroristes aux Etats-Unis?

FV: Quand on parle du dialogue entre civilisations et du besoin d'accentuer ce dialogue, je crois qu'avec le programme EUROMED JEUNESSE, on est en plein dedans, non seulement parce que les gens se rencontrent, mais surtout parce qu'à travers des projets de taille modeste nous travaillons avec des acteurs qui sont vraiment au coeur du corps social et pas seulement avec les plus instruits ou ceux qui ont déjà des possibilités de mobilité ou de contacts internationaux. Nous travaillons avec des ONG, des petites associations ou même directement avec les jeunes individuellement ou regroupés de manière informelle: nous essayons de travailler avec les gens qui peuvent justement être porteurs de certains

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 25

11 octobre 2001

stéréotypes sur “l’autre”, celui qui est sur l’autre rive. C’est pourquoi ce programme a toutes les raisons d’exister actuellement. En même temps, il faut être réaliste. On a fait bouger à peu près 5.000 jeunes dans la première phase. Ils se sont rencontrés, ils ont pu échanger des idées; ils ont pu certainement faire tomber certaines barrières mentales ou culturelles, mais c’est une goutte d’eau par rapport aux besoins. Mais quand on voit les scènes de rue ou de violence qui sont quotidiennement diffusées par les médias, on est souvent frappé par la jeunesse des participants; s’il y a un public-cible par excellence auquel il faut s’adresser, ce sont les jeunes. En cela, ce programme est nécessaire.

BM: Il faut voir surtout que chez la plupart des Partenaires, la population de jeunes de moins de 25 ans représente 60% du total, sinon plus. Deuxième constat: l’ignorance des autres et la peur de la différence sont à l’origine de beaucoup de conflits. Ce programme a pour but de créer la mobilité et de donner l’occasion à beaucoup de jeunes de la partie sud de la Méditerranée de pouvoir pour la première fois voyager et voir ce qui se passe de l’autre côté; idem pour les Européens. Je pense à des jeunes qui autrement n’auraient jamais l’occasion de voyager à l’étranger. En outre, si un jeune participe à un tel programme, l’effet multiplicateur se fait sentir lorsqu’il rentre chez lui: il va parler à sa famille, à ses amis; il va avoir éventuellement une vision un peu différente de ce qu’est le nord ou le sud. Les échanges sont multilatéraux, donc il n’y a pas seulement l’aspect nord-sud, mais aussi l’aspect sud-sud.

Justement, quant à mesurer l’efficacité du programme, le rapport d’évaluation parle d’indicateurs. Allez-vous introduire quelque chose de semblable?

BM: Ce domaine doit être approfondi. La plupart des indicateurs déjà utilisés sont purement quantitatifs. Nous sommes assez satisfaits des indicateurs de participation, par exemple la proportion hommes – femmes où nous avons réussi à obtenir un certain équilibre, surtout en ce qui

concerne la participation des jeunes femmes des Partenaires. Nous avons d’autres indicateurs purement quantitatifs, par exemple, les thèmes des projets: on voit que par exemple la politique de la jeunesse, la formation des jeunes, la lutte contre le racisme, l’égalité des chances sont des thèmes plus répandus que les thèmes autrefois traditionnels dans cette région, comme la jeunesse et les sports. Pour la deuxième phase, nous allons essayer de définir d’autres types d’indicateurs, y compris des indicateurs qualitatifs.

FV: Il faut distinguer le suivi courant pour lequel il est assez facile de construire des indicateurs, même si leur mise à jour est plus compliquée, et la mesure de l’impact du programme qui est très difficile car nous travaillons sur quelque chose d’immatériel –les esprits, les mentalités, les “social skills”. Pour ce qui est du suivi, nous pouvons utiliser des outils développés dans le programme communautaire JEUNESSE. Par exemple utiliser la base de données spécifique – “Youth Link” – mise au point pour ce programme, afin d’emmagasiner toutes les informations importantes sur les projets, de les restituer de manière statistique et de les analyser. L’étude de l’impact est plus compliquée. On pourrait prendre deux cohortes de jeunes, l’une qui aurait participé au programme et l’autre pas, et ensuite examiner les différences comportementales, ou d’intégration sociale. Mais on peut seulement le faire dans une perspective de long terme et quand le programme a atteint une certaine masse critique de jeunes participants.

Une des critiques formulées dans le rapport d’évaluation est l’insuffisance des fonds. Or la deuxième phase est dotée d’un financement plus substantiel. De quelle façon cela va-t-il influencer le programme sur le plan quantitatif et qualitatif?

BM: Dans la première phase, le manque de ressources n’a affecté que la mise en réseau et peut-être l’appui aux plans nationaux des coordinateurs. Dans le nouveau programme, nous avons pris cela

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 25

11 octobre 2001

en considération: nous voulons consolider ce réseau et renforcer la capacité multiplicatrice des coordinateurs en leur donnant des fonds afin qu'ils puissent eux-mêmes organiser des activités nationales, former et mettre en réseau les associations de leur territoire et surtout les animateurs de jeunesse.

FV: On compte près de 96 millions de jeunes de 15 à 24 ans dans la région euro-méditerranéenne, dont 49 millions chez les Partenaires – plus de 20% de la population. Avec 14 millions d'euros nous bâtissons quelque chose à petite échelle. Mais cela reste suffisant pour obtenir des résultats et démontrer la pertinence et l'utilité des activités que nous soutenons. La deuxième phase va être beaucoup plus structurée que la première. Le rôle des coordinateurs nationaux était surtout concentré sur l'information, maintenant il portera davantage sur la formation, l'aide à la coopération et au partenariat. Les fonds supplémentaires devraient permettre aux coordinateurs de s'entourer de petites équipes. Une personne seule, c'est plus difficile en Turquie qu'à Malte par exemple. Or pour l'instant Malte et la Turquie ont des ressources comparables pour leur coordination nationale. Nous avons aussi prévu avec les agences nationales d'ouvrir des activités de formation du programme JEUNESSE aux participants méditerranéens et aux coordinateurs nationaux. Il est très important de pouvoir accueillir des responsables d'associations de jeunes et des travailleurs sociaux pour qu'ils puissent se former à la gestion de projet. Nous mettons l'accent sur la formation à la coopération. C'est un investissement pour accroître et diversifier le nombre de projets mais surtout pour soutenir leur qualité... Pour l'année 2001, au cours de laquelle il y a eu une montée en puissance, nous aurons plus de 100 projets sélectionnés et je pense que dans la deuxième phase on va se situer à 150-200 projets sélectionnés par an, avec des taux de sélection de 50-60% environ.

BM: C'est important: dans la plupart des autres programmes de coopération, la sélection est en général de 1 sur 7 à 1 sur 10. Il est important de ne pas décevoir les

attentes que peut susciter le programme par des taux de sélection trop faibles qui rendent l'accès au programme plus difficile. Les jeunes sont donc plus motivés pour présenter des projets.

La longueur de la procédure de sélection a été critiquée: le rapport d'évaluation mentionne des retards dans la signature des contrats, dans les paiements: comment peut-on éliminer ces problèmes dans la deuxième phase?

FV: Il n'y a pas de retards de paiement, mais des retards de contractualisation et de sélection. Nos paiements prennent en moyenne 21 jours après réception des contrats. Le problème vient du processus décisionnel qui précède; le contrat est souvent prêt alors que l'activité a commencé ou est terminée. Ce problème existe pour tout le pilier "pays tiers" du programme JEUNESSE. Il faut donc s'attaquer à la procédure de sélection; la validation de la liste des projets se fait actuellement au niveau du collège après des consultations interservices et des procédures financières. Les procédures d'engagement et de contractualisation ne peuvent commencer qu'ensuite. Tout cela prend en moyenne 6 à 7 mois; c'est beaucoup trop à l'échelle de projets qui durent souvent 15 jours à 3 semaines et qui s'adressent à des jeunes qui ont envie de bouger immédiatement. La solution passe par une refonte des procédures. Un groupe de travail a été créé pour réfléchir à cette problématique à l'échelle de tout le programme JEUNESSE.

La création d'emplois figure parmi les objectifs du programme, mais aucun résultat n'a été enregistré au cours de la première phase. Pour la deuxième phase, on prévoit une catégorie de projets expérimentaux et innovateurs dans ce domaine. Comment l'envisagez-vous ?

FV: La création d'emplois n'est pas l'objectif central du programme, mais les activités auxquelles les jeunes peuvent prendre part doivent permettre d'améliorer leurs compétences, leurs connaissances et donc leur capacité d'insertion

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 25

11 octobre 2001

professionnelle. Le lien entre emploi et programme JEUNESSE est plus net quand on parle du service volontaire européen: les jeunes qui passent un an dans un autre pays apprennent une langue de plus en général, ce qui améliore leur capacité d'insertion. De plus, ils vivent une expérience d'éducation informelle qui peut ensuite se poursuivre par un projet de développement personnel comme "capital avenir", une formule que nous allons sans doute expérimenter dans la deuxième phase et qui peut déboucher sur un emploi ou, en tous cas, une meilleure employabilité. Nous essayons aussi, dans le cadre de JEUNESSE, de développer des cursus de formation qui aboutissent à une certification et qui permettent à des jeunes d'obtenir une expérience qu'ils peuvent utiliser en tant que travailleurs sociaux.

Le rapport d'évaluation recommande une amélioration de la coordination entre EUROMED JEUNESSE et les autres activités MEDA. Qu'est-ce qui est prévu dans la deuxième phase?

BM: Il faudra y travailler car un nombre croissant de programmes bilatéraux MEDA au niveau des Partenaires portent sur le développement des ONG avec des actions spécifiques de formation, qui ont un effet multiplicateur au niveau national. Nous envisageons de créer des liens avec nos Délégations sur place entre ces deux types de programmes, afin que les jeunes qui participent à ces programmes bilatéraux puissent ensuite présenter des projets pour le programme JEUNESSE. Sur le plan régional, EUROMED JEUNESSE est le seul programme qui touche le domaine social. Si à l'avenir nous avons des programmes pour les femmes ou pour l'éducation, nous verrons dans quelle mesure il faudra également faire ce type de coordination. En tout cas, il n'est pas question de mener un

programme social qui serait en concurrence avec le programme JEUNESSE, mais plutôt des activités complémentaires en faisant circuler l'information entre les programmes. Le programme JEUNESSE peut par exemple donner une dimension internationale à des programmes de renforcement des ONG, notamment des organisations de jeunes, qui se préparent dans certains pays partenaires.

N'y a-t-il pas une contradiction entre la bonne visibilité évoquée dans le rapport d'évaluation et le fait que le rapport note une insuffisance de l'information sur le programme?

FV: Il n'y a pas de contradiction. Beaucoup des actions qui ont lieu dans les Partenaires méditerranéens font l'objet d'une exploitation médiatique. En Jordanie par exemple, des projets ont eu l'attention des médias, de la télévision. En même temps, il y a un problème d'information. Le programme n'a pas été doté d'outils lui permettant de se forger une identité et de diffuser l'information. Nous avons décidé la semaine dernière avec les agences nationales et les coordinateurs de créer un kit d'information qui contiendrait beaucoup d'informations pratiques. Il existera d'abord en français et en anglais, puis, nous l'espérons, dans des langues méditerranéennes. De nombreux documents conçus dans le cadre de programmes communautaires existent et mériteraient d'être adaptés, par exemple des "training kits" développés en partenariat avec le Conseil de l'Europe. En même temps il ne faut pas plaquer des outils, conçus pour une certaine réalité, sur une réalité toute différente. C'est un effort de longue haleine qui commence.

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 25

11 octobre 2001

Euromed Jeunesse : liste de contact des coordinateurs nationaux

<u>Pays</u>	<u>Nom – Téléphone – Fax</u>	<u>Adresse – E-mail</u>
Algérie	Noureddine Si-BACHIR Tel.: +213-21-65 04 25 Fax: +213-21-67 17 57 Mobile:	Ministère de la Jeunesse et des Sports 3, rue Mohammed Belouzdad place du 1er Mai - 16000 Alger sibachir2000@yahoo.fr
Chypre	Yiannis YIANNAKIS Tel.: +357-2-30 48 01 Fax: +357-2-76 08 40 Mobile: +357-9-68 85 44	The Youth National Agency of Cyprus 90E, Archbishop Makarios III Avenue 1077 Nicosia youth@cytanet.com.cy
Egypte	Yousria RAGAB Tel.: +20-2-34 65 026 Fax: +20-2-34 69 025 Mobile: +20-122-92 72 50	The Ministry of Youth 26 July Street – Meet Okba Giza – Cairo youragab@hotmail.com
Israël	David KRAUSZ Tel.: +972-3-69 69 390 Fax: +972-3-69 69 382 Mobile: +972-54-55 70 07	The Israel Youth Exchange Council 157 Yigal Allon Street Tel Aviv 67433 david@youthex.co.il
Jordanie	Sahar AL FAYEZ Tel.: +962-6-56 79 774 Fax: +962-6-56 07 598 Mobile: +962-79-53 65 38	The Ministry of Youth and Sports P.O. Box 950 Amman 11118 fayzsahar@hotmail.com
Liban	Nouveau coordinateur en cours de nomination Tel.: Fax: Mobile:	Ministère de la Jeunesse et des Sports Rue Sami El Solh Beirut menelec@cyberia.net.lb
Malte	Giovanni BUTTIGIEG Tel. (mobile): +356-79-70 15 07 Fax: +356-33 64 32	Euromed-Youth Office National Pool Complex - Msida giovanni@maltaeuromed.net
Maroc	M. Abdelmonim EL GUEDARRI (nomination en cours de confirmation)	
Cisjordanie et Bande de Gaza	Samer Samer Abd AL KARIM Tel/ +972-2-29 63 101 Fax: +972-2-29 63 102 Mobiles: +972-3-77 88 036 +972-59-20 43 10	Euromed-Youth Office P.O.Box 19503 Jerusalem – via Israel samersin@palnet.com
Syrie	Saleh AL RASHED Tel.: +963-11-21 23 786 Fax: +963-11-21 21 007 Mobile: +963-9-43 22 313	Euromed-Youth Office P.O.Box 3045 Damascus syryouth@mail.sy
Tunisie	Taoufik FATHALLAH Tel.: +216-1-28 66 97 ext. 418 Fax: +216-1-28 66 97 Mobile: +216-9-21 73 18	Ministère de la Jeunesse, de l'Enfance et des Sports 89, Avenue Hedi Chaker Tunis 1002 taoufik.fathallah@voila.fr
Turquie	Asuman GOKSEL Tel.: +90-312-21 03 024 Fax: +90-312-21 01 341 Mobile: +90-532-51 59 649	Middle East Technical University Department of Political Science & Public Administration Inonu Bulvari - 06531 Ankara agoksel@metu.edu.tr